

A Feira, l'Autriche grogne et la Grèce rit

Au sommet des Quinze, Chirac plaide pour une Europe à deux vitesses.

Feira envoyés spéciaux

Sourire de la Grèce, grimace de l'Autriche, migraine assurée pour la France. Le sommet des Quinze, qui s'est ouvert hier à Feira, à 35 kilomètres au sud de Porto, restera marqué d'une pierre blanche pour les Grecs, définitivement conviés à rejoindre l'euro le 1^{er} janvier 2001, et d'une pierre noire pour les Autrichiens, condamnés à rester en quarantaine par leurs quatorze partenaires de l'Union. Ce Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement a en fait bien préfiguré les difficultés attendent la présidence portugaise de l'Union européenne lorsqu'elle prendra le relais du Portugal, le 1^{er} juillet: blocage sur le front de l'harmonisation fiscale (lire ci-dessous), combats au couteau en vue sur la réforme institutionnelle, embarras croissant vis-à-vis du «mouton noir» autrichien.

Aux portes du parc d'exposition où sont réunis jusqu'à aujourd'hui les Quinze, un bus de jeunes «amis de l'Autriche» distribue tracts, tee-shirts et petits gâteaux. Venus jusqu'au Portugal pour réclamer «fairness for Austria» («Équité pour l'Autriche»), ils s'en retourneront les mains vides. A dix jours de la fin de la présidence portugaise, le chancelier conservateur Wolfgang Schäussel n'a pas réussi à faire tomber le cordon sanitaire mis en place le 4 février, après son alliance avec le parti d'extrême droite de Jörg Haider, le FPÖ.

Provocations de Haider. «On demande aux Quatorze d'adopter leur position. Mais c'est à l'Autriche de bouger. Or, il n'y a rien de neuf de ce côté», a martelé hier le secrétaire d'Etat portugais aux Affaires européennes, Francisco Seixas Da Costa. L'intransigeance de Vienne sur le dossier fiscal et les énigmatiques provocations de Jörg Haider «ne poussent pas à avoir une attitude très positive», estime le gouvernement portugais, tout juste prêt à envisager certains «ajustements techniques» dans le dispositif des sanctions bilatérales.

Bien qu'une majorité d'Etats membres - Danemark, Espagne, Italie en tête - manifeste maintenant l'envie de tour-



Lionel Jospin, Jacques Chirac et le Premier ministre portugais António Guterres au sommet de Feira.

ner la page, «il y a un consensus pour ne pas passer l'éponge» de but en blanc, explique Nicole Fontaine, la présidente du Parlement européen. Même la France, pourtant le pays le plus déterminé, avec la Belgique, à

mettre Vienne au ban cet hiver, était arrivée à Feira dans un état d'esprit conciliant: «Nous sommes disposés à examiner toute proposition portugaise», faisait savoir dimanche le ministre des Affaires étrangères

Hubert Védrine. Face au risque de voir les Autrichiens prendre en otage la réforme institutionnelle, un armistice avec Vienne ne serait pas pour déplaire à Paris. «Tout le monde veut une solution pour sortir

la tête haute», a expliqué Nicole Fontaine, encore faut-il que se dégage un consensus sur cette «solution élégante». Soucieux d'éviter que l'Autriche ne «pollue» leur sommet, les Portugais entrouvriront peut-être une porte la semaine prochaine, sachant, comme le résume un officiel français, que, «si rien ne change sous leur présidence, rien ne changera» tant que Jacques Chirac sera président en titre de l'Union, jusqu'au 31 décembre.

Consensus. Le déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement a en revanche été un moment fort de consensus: face au défi crucial du prochain élargissement de l'Union à une douzaine de pays candidats, tous convergent sur la nécessité d'une vaste remise à plat du mode de fonctionnement du club. Après quatre mois de négociations au sein de la Conférence intergouvernementale (CIG), les Quinze ont ajouté au menu de leur Meccano les coopérations renforcées en plus de l'extension du vote à la majorité qualifiée, la repondération des voix de chaque pays au sein du Conseil des ministres et la réforme de la Commission. Il s'agit de faciliter le droit d'un peloton de tête d'aller plus vite. «Même les pays les plus réticents [à cette différenciation, ndr] sont d'accord» pour rediscuter les règles de mise en place de ces avancées, s'est félicité le ministre portugais Seixas Da Costa. Ce qui n'engage à rien: sur le fond des thèmes en négociation, aucun progrès n'a été fait.

Refus net de l'Autriche, de la Belgique, de la Grèce et, bien sûr, du Luxembourg. Le dernier projet de compromis, rejeté hier soir, était peu engageant: il prévoyait que, d'ici à fin 2002, les Quinze essaieraient de parvenir à un accord avec les pays tiers (Suisse, Etats-Unis, Liechtenstein, etc.). En cas de succès (douteux), ils adopteront alors la directive à l'unanimité. Et le secret bancaire serait aboli cinq ans plus tard. Les Luxembourgeois se sont dit prêts à faire un effort si la période transitoire était allongée. Mais les Autrichiens ont une nouvelle fois mis leur veto. On peut se demander s'il faut le regretter, tant cette ultime tentative de compromis n'engageait, en réalité, personne.

recoup de théâtre: Londres accepte finalement la «coexistence» mais seulement si au bout de cinq ans, l'ensemble des pays de l'Union adoptent l'échange d'informations, autrement dit si le secret bancaire est aboli. En outre, elle subordonne l'entrée en vigueur de la directive à l'adoption de mesures équivalentes par les pays tiers.

En 1997, il avait été décidé que chacun des Quinze pourrait choisir entre deux systèmes: une retenue à la source ou l'échange d'informations entre les différentes administrations fiscales.

Fin 1997, les Quinze s'étaient mis politiquement d'accord pour que deux systèmes coexistent: chaque pays pourrait choisir entre une retenue à la source d'au moins 20% frappant les revenus de capitaux ou un échange d'informations entre administrations fiscales sur les détenteurs de comptes. Dans le premier cas, le secret bancaire n'était pas remis en cause. Las: en décembre 1999, la Grande-Bretagne pose brutalement son veto de peur que les capitaux ne fuient la City. En avril,

Hubert Védrine. Face au risque de voir les Autrichiens prendre en otage la réforme institutionnelle, un armistice avec Vienne ne serait pas pour déplaire à Paris. «Tout le monde veut une solution pour sortir

la tête haute», a expliqué Nicole Fontaine, encore faut-il que se dégage un consensus sur cette «solution élégante». Soucieux d'éviter que l'Autriche ne «pollue» leur sommet, les Portugais entrouvriront peut-être une porte la semaine prochaine, sachant, comme le résume un officiel français, que, «si rien ne change sous leur présidence, rien ne changera» tant que Jacques Chirac sera président en titre de l'Union, jusqu'au 31 décembre.

Consensus. Le déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement a en revanche été un moment fort de consensus: face au défi crucial du prochain élargissement de l'Union à une douzaine de pays candidats, tous convergent sur la nécessité d'une vaste remise à plat du mode de fonctionnement du club. Après quatre mois de négociations au sein de la Conférence intergouvernementale (CIG), les Quinze ont ajouté au menu de leur Meccano les coopérations renforcées en plus de l'extension du vote à la majorité qualifiée, la repondération des voix de chaque pays au sein du Conseil des ministres et la réforme de la Commission. Il s'agit de faciliter le droit d'un peloton de tête d'aller plus vite. «Même les pays les plus réticents [à cette différenciation, ndr] sont d'accord» pour rediscuter les règles de mise en place de ces avancées, s'est félicité le ministre portugais Seixas Da Costa. Ce qui n'engage à rien: sur le fond des thèmes en négociation, aucun progrès n'a été fait.

Refus net de l'Autriche, de la Belgique, de la Grèce et, bien sûr, du Luxembourg. Le dernier projet de compromis, rejeté hier soir, était peu engageant: il prévoyait que, d'ici à fin 2002, les Quinze essaieraient de parvenir à un accord avec les pays tiers (Suisse, Etats-Unis, Liechtenstein, etc.). En cas de succès (douteux), ils adopteront alors la directive à l'unanimité. Et le secret bancaire serait aboli cinq ans plus tard. Les Luxembourgeois se sont dit prêts à faire un effort si la période transitoire était allongée. Mais les Autrichiens ont une nouvelle fois mis leur veto. On peut se demander s'il faut le regretter, tant cette ultime tentative de compromis n'engageait, en réalité, personne.

Fin 1997, les Quinze s'étaient mis politiquement d'accord pour que deux systèmes coexistent: chaque pays pourrait choisir entre une retenue à la source d'au moins 20% frappant les revenus de capitaux ou un échange d'informations entre administrations fiscales sur les détenteurs de comptes. Dans le premier cas, le secret bancaire n'était pas remis en cause. Las: en décembre 1999, la Grande-Bretagne pose brutalement son veto de peur que les capitaux ne fuient la City. En avril,

la tête haute», a expliqué Nicole Fontaine, encore faut-il que se dégage un consensus sur cette «solution élégante». Soucieux d'éviter que l'Autriche ne «pollue» leur sommet, les Portugais entrouvriront peut-être une porte la semaine prochaine, sachant, comme le résume un officiel français, que, «si rien ne change sous leur présidence, rien ne changera» tant que Jacques Chirac sera président en titre de l'Union, jusqu'au 31 décembre.

Consensus. Le déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement a en revanche été un moment fort de consensus: face au défi crucial du prochain élargissement de l'Union à une douzaine de pays candidats, tous convergent sur la nécessité d'une vaste remise à plat du mode de fonctionnement du club. Après quatre mois de négociations au sein de la Conférence intergouvernementale (CIG), les Quinze ont ajouté au menu de leur Meccano les coopérations renforcées en plus de l'extension du vote à la majorité qualifiée, la repondération des voix de chaque pays au sein du Conseil des ministres et la réforme de la Commission. Il s'agit de faciliter le droit d'un peloton de tête d'aller plus vite. «Même les pays les plus réticents [à cette différenciation, ndr] sont d'accord» pour rediscuter les règles de mise en place de ces avancées, s'est félicité le ministre portugais Seixas Da Costa. Ce qui n'engage à rien: sur le fond des thèmes en négociation, aucun progrès n'a été fait.

Refus net de l'Autriche, de la Belgique, de la Grèce et, bien sûr, du Luxembourg. Le dernier projet de compromis, rejeté hier soir, était peu engageant: il prévoyait que, d'ici à fin 2002, les Quinze essaieraient de parvenir à un accord avec les pays tiers (Suisse, Etats-Unis, Liechtenstein, etc.). En cas de succès (douteux), ils adopteront alors la directive à l'unanimité. Et le secret bancaire serait aboli cinq ans plus tard. Les Luxembourgeois se sont dit prêts à faire un effort si la période transitoire était allongée. Mais les Autrichiens ont une nouvelle fois mis leur veto. On peut se demander s'il faut le regretter, tant cette ultime tentative de compromis n'engageait, en réalité, personne.

Fin 1997, les Quinze s'étaient mis politiquement d'accord pour que deux systèmes coexistent: chaque pays pourrait choisir entre une retenue à la source d'au moins 20% frappant les revenus de capitaux ou un échange d'informations entre administrations fiscales sur les détenteurs de comptes. Dans le premier cas, le secret bancaire n'était pas remis en cause. Las: en décembre 1999, la Grande-Bretagne pose brutalement son veto de peur que les capitaux ne fuient la City. En avril,

Fin 1997, les Quinze s'étaient mis politiquement d'accord pour que deux systèmes coexistent: chaque pays pourrait choisir entre une retenue à la source d'au moins 20% frappant les revenus de capitaux ou un échange d'informations entre administrations fiscales sur les détenteurs de comptes. Dans le premier cas, le secret bancaire n'était pas remis en cause. Las: en décembre 1999, la Grande-Bretagne pose brutalement son veto de peur que les capitaux ne fuient la City. En avril,

Les syndicats s'invitent au Portugal

La Confédération européenne a manifesté pour les droits sociaux.

Porto envoyés spéciaux

Une forêt de drapeaux rouges a déferlé sur le centre de Porto à quelques dizaines de kilomètres du sommet européen de Feira. Les syndicalistes de la Confédération européenne des syndicats (CES) avaient rendez-vous pour, selon l'expression du patron des syndicalistes européens Emilio Gabaglio, «se rappeler au bon souvenir des chefs d'Etat et de gouvernements». «Si vous voulez que les citoyens s'intéressent à l'Europe, les a-t-il interpellés, occupez-vous de ce qui les intéresse, l'emploi, la protection sociale, la lutte contre l'exclusion.» La CES attend des Quinze qu'ils inscrivent les droits sociaux fondamentaux dans les traités. Le Conseil européen devrait se limiter à une charte beaucoup moins contraignante, à cause notamment de l'opposition britannique à la modification des traités de Rome, de Maastricht et d'Amsterdam dans un sens social.

Le Nord absent. C'est surtout l'Europe du Sud qui a manifesté hier. La CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais) a fourni le gros des 50 000 manifestants. Environ 1 100 Français s'étaient déplacés, à part égale cégétistes et cégétistes. Ils affichaient la plus parfaite concorde malgré les stratégies qui les opposent en France sur l'assurance chômage (lire page 13). Les Espagnols étaient aussi très nombreux, suivis par une petite délégation polonaise de Solidarnosc. Les grands absents étaient les syndicalistes du Nord de l'Europe, notamment les Allemands.

La prochaine occasion de se compter pour les syndicalistes sera le sommet de Nice début décembre. La CES compte sur la présidence française pour qu'elle s'engage enfin sur l'agenda social européen.

NATHALIE DUBOIS
et JEAN QUATREMER

HERVÉ NATHAN

Les ETUDIANTS du DESS Communication, Politique et Sociale de l'Université Paris I SORBONNE organisent un PETIT-DEJEUNER DEBAT sur le thème: "Les GUIGNOLS de l'Info: à quel point la parodie peut-elle perturber la SPHERE POLITICO-MEDIATIQUE?" demain 21 juin à 8h30 sur la terrasse du restaurant PATACHOU à Montmartre.

En présence de: Jean-François KAHN, Michel BONGRAND, Jean-Michel HELVIG, Maître COLLARD, Denis POUILLARD, Jérôme SAINTE-MARIE, Laurent GUEZ, Maître PORTE-JOIE.

Remerciements:

OTU-Voyages,
La Cinquième, BVA,
Le Trombinoscope,
Libération,
Julien Prévos.